

**Ambassade des États-Unis d'Amérique Ottawa, Ontario Canada.
Propos de l'ambassadeur Paul Cellucci
Conférencier d'honneur
Séminaire de la Conférence des associations de la défense (ICAD)
«Relations de sécurité canado-américaines et le rôle des Forces canadiennes»
Le 3 mars 2005**

PROPOS TELS QUE PRONONCÉS

Merci beaucoup, général MacNamara. Je suis ravi d'être parmi vous et je tiens à vous remercier de votre présentation. Je vous suis également reconnaissant de m'avoir invité à prendre la parole à l'occasion de cette Conférence des associations de la défense sur les relations de sécurité canado-américaines.

Je tiens à souligner les efforts importants de votre directeur exécutif, Alain Pellerin, afin de trouver une date qui nous convienne mutuellement pour assurer ma présence parmi vous aujourd'hui. Au fil des ans, l'ICAD et M. Pellerin ont été des porte-parole énergiques des Forces canadiennes, et nous sommes tous très reconnaissants de leurs efforts.

Lorsque nous considérons les relations de sécurité canado-américaines, je crois qu'il est important de jeter un coup d'œil au contexte international global et évolutif de nos relations de sécurité. Pendant mes quatre années en poste comme ambassadeur des États-Unis au Canada, des événements dramatiques ont eu pour effet de remanier nos relations. La nécessité de poursuivre une lutte contre le terrorisme international a soulevé un grand nombre de défis nouveaux que nous relevons ensemble. Nous avons parfois été en désaccord sur les méthodes nécessaires mais nous avons toujours eu en commun les mêmes buts et les mêmes valeurs fondamentales.

À la suite de nos élections de novembre dernier, le premier ministre, Paul Martin, a invité le président, George W. Bush, à venir au Canada et ce dernier a accepté avec enthousiasme. Je crois important de souligner que c'était le premier voyage bilatéral du président Bush à l'extérieur du pays depuis les élections américaines. La visite du président dans les villes d'Ottawa et de Halifax a démontré l'importance et le respect que le président et le peuple américain accordent au Canada.

Lors de leurs rencontres publiques et privées, le président Bush et le premier ministre Martin ont réaffirmé les liens étroits qui unissent nos deux pays. Ils ont insisté sur le fait que, quelles que soient leurs divergences d'opinion, les États-Unis et le Canada partagent les mêmes buts et aspirations, et font face aux mêmes menaces et aux mêmes défis.

Cette visite a aussi fourni au Canada et aux États-Unis l'occasion de réitérer leur engagement mutuel à intensifier leur volonté de collaboration en Amérique du Nord et dans le monde.

Le 30 novembre, le premier ministre Martin et le président Bush ont annoncé que ce nouveau partenariat donnerait lieu à un programme destiné à accroître la sécurité, la prospérité et la qualité de vie de nos citoyens.

Au cours du mois dernier, la secrétaire d'État, Condoleezza Rice, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld et le président se sont rencontrés en Europe en vue de renouveler les relations de sécurité avec nos partenaires transatlantiques. En compagnie de nos partenaires, nous nous sommes consacrés une fois de plus aux valeurs communes qui constituent la pierre d'assise de nos relations dans le cadre de nos alliances, soit le désir universel que nos citoyens connaissent la liberté, une vie meilleure et un mode de vie où règne la démocratie.

Le contexte international de nos relations de sécurité a évolué, peut-être même plus rapidement que nous ne l'avions imaginé il y a à peine quelques mois. L'étonnante et courageuse participation électorale des Irakiens en janvier marque un tournant décisif. Les défis à relever en Irak sont encore énormes, mais on a accompli un exploit historique. C'est d'abord et avant tout un exploit pour le peuple irakien. Cependant, les Irakiens ont eu de nombreux amis à leurs côtés. L'Union européenne, le Canada et les Nations Unies ont fourni une aide importante dans le processus électoral. Tous nos partenaires internationaux se sont réjouis des résultats des élections. Comme l'a mentionné la secrétaire d'État, Condoleeza Rice, «ces élections marquent le début d'une ère nouvelle».

Elles ne sont que le commencement d'une route longue et ardue pour les Irakiens, mais je crois qu'elles amorceront un mouvement vers un gouvernement stable et démocratique en Irak. Et le peuple irakien mérite cette chance.

L'année dernière, nous avons également assisté à des élections libres en Afghanistan. Le Canada et les États-Unis ont travaillé d'arrache-pied ensemble et avec leurs amis et alliés en Afghanistan pour créer un climat dans lequel tous les Afghans, y compris les femmes, peuvent élire les chefs de leur choix. Cela représente une réalisation majeure après des décennies de domination par les talibans. Nous savons aussi qu'il reste beaucoup à faire en Afghanistan afin que les citoyens puissent assurer leur sécurité et leur prospérité économique, mais les perspectives sont, sans l'ombre d'un doute, de beaucoup meilleures aujourd'hui qu'elles ne l'étaient y a quatre ans.

Nous avons aussi assisté au choix d'un nouveau chef par les Palestiniens dans le cadre d'une élection libre. L'élection de Mahmoud Abbas en tant que président de l'autorité palestinienne nous ouvre de nouvelles voies pour promouvoir la paix au Moyen-Orient. Comme l'a mentionné M^{me} Rice lors de sa récente audience d'approbation «nous sommes prêts à travailler avec les Palestiniens, les Israéliens et nos partenaires internationaux afin de les aider à bâtir un État viable, indépendant et démocratique pour le peuple palestinien. Et nous continuerons à travailler pour un État d'Israël stable et en paix avec ses voisins».

Nous sommes déterminés à mettre tout en œuvre pour profiter de ce créneau dans les semaines et les mois à venir. Le président des États-Unis, George W. Bush, a promis de donner 350 millions de dollars pour soutenir ce processus. M^{me} Rice a renouvelé la participation américaine directe au Moyen-Orient et annoncé la désignation d'un coordonnateur principal de la sécurité pour aider à former et à équiper les forces palestiniennes et pour surveiller les promesses d'Israël et de la Palestine de suspendre toute action militaire l'un contre l'autre.

Le premier ministre, Ariel Sharon, et le président, Mahmoud Abbas, se sont rencontrés à Sharm el Sheik le mois dernier et ont annoncé leur intention de déclarer un cessez-le-feu durable qui contribuera à rétablir une paix solide.

Les attaques terroristes qui se sont déroulées à Tel Aviv la semaine dernière, nous rappellent les graves défis qui existent toujours. Ces attaques tuent non seulement des civils innocents, elles ébranlent les aspirations et les espoirs du peuple palestinien. La direction palestinienne a condamné de telles attaques et nous espérons qu'elle pourra prendre des mesures immédiates et plausibles dans le but de trouver les responsables de ces attaques terroristes et de les traduire en justice.

Pendant ce temps, les amis de ce processus, y compris la secrétaire d'État, M^{me} Rice, et le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, se sont rencontrés, il y a seulement deux jours à Londres, sous la présidence du premier ministre de la Grande-Bretagne, Tony Blair, dans le but de promouvoir la paix.

Au Liban, l'assassinat de l'ancien premier ministre, Rafic Hariri, semble avoir galvanisé les Libanais de toutes confessions à rejeter les actes de violence terroriste.

Comme l'ont mentionné le président Bush et le président français, Jacques Chirac, lors d'une déclaration commune, les prochaines élections législatives du Liban peuvent marquer une étape importante du retour à l'indépendance et à la démocratie du pays. Toutefois, ces élections doivent être libres et équitables, menées sans aucune interférence extérieure et garanties par des observateurs internationaux.

La mise en application de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies 15-59 est essentielle à l'organisation et au succès de ces élections. Le peuple libanais mérite une telle occasion, et nous lui offrons notre appui alors qu'il aspire à la liberté, à la souveraineté et à la sécurité.

En qualité de pays amis du gouvernement et du peuple égyptiens, nous avons été encouragés par l'annonce récente du président, Hosni Mubarak, concernant des élections législatives. Nous appuyons le débat continu qui a cours en Égypte au sujet du système électoral et de la participation politique. Nous suivrons de près la mise en application des réformes proposées, et nous participerons à la vaste initiative du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, à l'initiative de partenariat du Moyen-Orient et à notre programme d'aide bilatérale avec l'Égypte.

Selon moi, ce sont là des indices que la liberté et la démocratie sont des aspirations universelles et qu'elles sont les valeurs humaines fondamentales qu'ont en commun le Canada et les États-Unis. La croyance en la dignité humaine, la valeur de chaque personne en tant qu'individu, le droit à l'autonomie gouvernementale sont des valeurs que nous aspirons à promouvoir de façon concertée pour le bien de l'humanité.

Je parlerai maintenant plus spécialement de la collaboration en matière de sécurité entre les États-Unis et le Canada. Dans le monde entier, les forces américaines et canadiennes ont conjugué et conjuguent toujours leurs efforts avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et d'œuvrer dans les Balkans, à Haïti et au Moyen-Orient.

Les Forces canadiennes peuvent particulièrement être fières du rôle qu'elles continuent de jouer dans la guerre en Afghanistan. Comme vous le savez tous, même si les principales opérations de combat sont terminées et que les Afghans ont eu des élections libres, nous faisons face à de continuels défis au chapitre de la stabilisation de ce pays.

L'opération Enduring Freedom et la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) poursuivent leurs activités. Nous valorisons énormément l'engagement du Canada envers l'Afghanistan depuis le tout début. Cet engagement comprend la participation du Canada à la guerre destinée à libérer le pays des talibans et la direction canadienne de FIAS-5, où les Forces canadiennes ont collaboré à établir les conditions relatives aux élections libres qui ont eu lieu l'année dernière en Afghanistan.

Il s'agit d'un exploit plutôt remarquable. Si l'on songe que, dans ce pays, il y a un peu plus de trois ans, les femmes n'avaient aucun rôle dans la société, personne ne pouvait voter, tous étaient à la merci des talibans. Pourtant, ils étaient là, des centaines de milliers de personnes en ligne, hommes et femmes, pour se rendre aux urnes, poussés par le désir de la liberté. Ce peuple veut choisir son gouvernement et ses dirigeants. Je crois que cela a été l'exploit le plus remarquable l'année dernière, même si ça n'a pas suscité beaucoup d'attention médiatique.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, nous avons été témoins d'une étape importante grâce aux élections libres en Irak. La contribution du Canada dans la région de Kaboul se poursuit encore aujourd'hui, et, malgré l'arrêt temporaire des opérations, nous pouvons déjà imaginer l'équipe de

reconstruction de la province qui est prévue s'installer à Kandahar et les déploiements connexes ailleurs, à mesure que le Canada reprend ses manœuvres.

En Irak, malgré la décision du Canada de ne pas faire partie de la coalition, les officiers qui faisaient partie du programme d'échange des Forces canadiennes se trouvaient sur le théâtre des opérations, affectés à des unités des armées américaine et britannique. De plus, les officiers des Forces canadiennes ont commandé les flottes de la force d'interdiction dans le Golfe d'Oman.

Le Canada s'est engagé à verser généreusement des fonds pour le secours humanitaire et la reconstruction de l'Irak. Le pays a fait participer 20 instructeurs de la police au Centre international de formation de police en Jordanie et a proposé de déployer jusqu'à 30 instructeurs des Forces canadiennes afin de contribuer à la formation des forces de sécurité irakiennes dans les pays avoisinants de l'Irak.

Élections Canada est intervenu en assumant la direction d'une équipe internationale de spécialistes des élections pour venir en aide aux officiers des Nations Unis et de l'Irak au moment de la surveillance et de la certification des élections de janvier. En effet, des millions de citoyens irakiens ont affronté les bombes et les balles pour se rendre aux urnes en vue d'élire leur gouvernement et de faire avancer leur pays vers la démocratie.

Le premier ministre Martin a annoncé tout récemment une contribution additionnelle de un million de dollars au fonds en fiducie de l'OTAN pour assurer la formation des forces de sécurité irakiennes. Cette contribution et celle d'autres pays de l'OTAN permettront de renforcer les capacités irakiennes afin d'assurer la sécurité qui est un fondement essentiel de la gouvernance démocratique et de la reconstruction économique.

Il est donc évident que le Canada contribue de façon appréciable, en collaboration avec les États-Unis et nos alliés communs, à la reconstruction de l'Irak, au renforcement de la liberté et à la création d'une démocratie viable pour remplacer la dictature qui a régné pendant beaucoup trop d'années.

Toutefois, pour que les Forces canadiennes continuent de jouer un rôle efficace partout dans le monde, il faudra sérieusement tenir compte des emplacements pour le déploiement des ressources. Malgré l'annonce opportune de l'augmentation de fonds considérable destinée aux Forces canadiennes, les ressources seront toujours limitées et les demandes potentielles envers les forces armées dépasseront toujours les ressources. Ce n'est qu'une simple réalité à laquelle doivent faire face tous les pays.

En examinant les défis internationaux avec les dirigeants canadiens civils et militaires, il existe plusieurs secteurs potentiels où, selon moi, le Canada peut apporter un soutien afin d'offrir une contribution sur la scène internationale qui soit nettement supérieure au poids des ressources déployées.

L'un de ces secteurs est le domaine de la haute technologie qui comprend le commandement et le contrôle, les communications, l'informatique, le renseignement, la surveillance et la reconnaissance, où ce que l'armée désigne plus communément par C4ISR. Le Canada est l'auteur d'une gamme assez étendue de technologies de pointe, sur le plan militaire et industriel, qui fait de lui un pays tout indiqué pour ce secteur. Lorsqu'une intervention s'intensifie pour devenir une situation d'urgence à l'échelle internationale, de nombreux pays peuvent fournir l'infanterie et les soldats du maintien de la paix, mais un bien plus petit nombre d'entre eux possèdent les communications par satellite, les systèmes de renseignements, les ordinateurs et autres systèmes de surveillance nécessaires les plus récents. Ces instruments principaux sont tout aussi importants que le nombre de militaires sur les lieux, et ils sont en fait moins exigeants en ce qui concerne les effectifs.

Ainsi donc, si nous nous concentrons sur ces secteurs, nous sommes d'avis que le Canada pourra faire une contribution nettement supérieure à son poids en raison de son grand savoir-faire.

Selon moi, la deuxième capacité où pourrait se surpasser le Canada, prend la forme d'une force d'opérations spéciales de deuxième niveau. Les capacités de l'élite du Canada, la Force opérationnelle interarmées 2 (FOI-2) de première catégorie, équivalent aux capacités des forces spéciales de première catégorie qui existent ailleurs dans le monde. La FOI-2 de première catégorie apporte une contribution importante lorsqu'elle est déployée.

Toutefois, en raison de sa nature spécialisées et de son objectif axé sur la lutte contre le terrorisme, la Force opérationnelle interarmées 2 ne renferme pas les effectifs nécessaires pour effectuer la formation ni les opérations dans certaines des autres zones importantes de la mission des forces spéciales, comme la coopération civile et militaire.

Pour cette raison, une unité d'opérations spéciales de deuxième catégorie, à déploiement rapide, composée d'un petit nombre de militaires hautement qualifiés et muni des communications et des technologies les plus récentes, semble être une solution très convenable pour le Canada. Les membres d'une telle unité pourraient être déployés en nombres permettant des déploiements durables, à l'échelon des compagnies, de chasseurs hautement qualifiés.

Une telle unité serait aussi en mesure d'effectuer des missions plus légères telles que des travaux de collaboration étroite avec les autorités civiles. Ces forces d'opérations spéciales de deuxième catégorie sont en grande demande à l'OTAN et dans les opérations de maintien de la paix dans le monde.

Une troisième capacité essentielle est le transport aérien stratégique. Grâce aux déploiements effectués en Afghanistan et au Sri Lanka, les Forces canadiennes sont au courant qu'il faut des aéronefs de grande taille pour transporter les troupes et l'équipement. Pour répondre efficacement aux situations d'urgence internationales, il faut être en mesure de se rendre rapidement sur les lieux de l'intervention. Dans certains cas, il a été possible pour les Forces canadiennes de louer leurs capacités d'aérotransport stratégique à l'extérieur du Canada. Toutefois, ces avions de transport sont devenus plus rares, moins à jour et leur demande s'accroît de plus en plus.

Pour répondre aux futures situations de crise, il est probable qu'il sera nécessaire pour les Forces canadiennes de posséder leurs propres aéronefs. Je suis d'avis que rien d'autre ne pourrait mieux contribuer à l'approche de la politique étrangère du Canada en matière de défense, de diplomatie et de développement que le trafic constant d'avions de transport canadiens, arborant la feuille d'érable sur leurs flancs, effectuant la prestation de l'aide humanitaire, que ce soit en Asie du Sud-Est, en Afrique du Sud du Sahara, à Haïti ou ailleurs.

Pour le Canada, toutes ces missions de croissance potentielles sont axées sur deux thèmes, soit fournir des capacités à forte demande et à faible densité et des capacités qui n'exigent pas d'importants effectifs. Ces missions seront viables avec le temps grâce à des changements à la fois importants et abordables apportés à la structure et au budget des forces armées canadiennes.

Aux États-Unis, nous sommes très encouragés par l'engagement du gouvernement canadien envers les dépenses en matière de défense. Nous sommes dans l'attente du rapport sur la défense qui devrait être publié très bientôt. Toutefois, nous avons entendu des choses très positives au sujet de l'investissement concernant le C4ISR, le renforcement des troupes et le transport aérien.

Permettez-moi de vanter brièvement les mérites de l'interopérabilité. Il n'existe probablement aucun autre pays qui ait autant recours à l'interopérabilité que le Canada et les États-Unis, que

ce soit au chapitre des renseignements, celui de l'équipement ou du personnel. En plus du NORAD, nous avons ensemble plus de 100 officiers faisant partie de programmes d'échange et sous-officiers supérieurs qui sont employés dans les unités des forces armées de l'autre pays. Ce chiffre est beaucoup plus élevé par rapport à tout autre pays au monde.

Certains d'entre vous, en qualité d'officiers militaires, ont servi dans des logements d'échange. Ces affectations sont essentielles à notre compréhension commune de la défense et à notre capacité de poursuivre des relations solides en qualité de chefs militaires supérieurs. Une grande partie de nos activités en matière de défense, et de coopération en matière de sécurité concerne les personnes, et le Canada possède des professionnels militaires exceptionnels.

Permettez-moi de conclure la discussion sur notre relation de sécurité en me rapprochant de mon pays. Depuis les attaques terroristes du 11 septembre, nous avons créé une zone de confiance en Amérique du Nord, comme le démontre la coopération constante et grandissante entre notre département de la Sécurité intérieure et votre ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile. Ce sont Tom Ridge et John Manley, Tom Ridge et Anne McLellan et, à présent, Anne McLellan et Michael Chertoff. La coopération de nos organismes d'application de la loi mise en œuvre le long de la frontière est sans précédent. Notre objectif demeure le même, c'est-à-dire garder la frontière ouverte au commerce et à nos voisins tout en la fermant aux terroristes et aux criminels.

Notre étroite coopération en matière de sécurité avec le Canada et la défense du continent nord-américain est de la plus haute importance. Depuis 1940, nous procédons à l'harmonisation de nos politiques en matière de défense en tenant régulièrement des réunions avec le Permanent Joint Defence Board (Conseil mixte permanent de la défense), qui a tenu sa toute dernière réunion régulière au début de cette semaine à Washington.

Depuis 1958, nous travaillons en étroite collaboration au NORAD, le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord. Comme la plupart d'entre vous le savez, au mois d'août dernier, nous avons mis à jour l'Accord du NORAD en vue d'inclure précisément l'avertissement de défense antimissile et la fonction d'évaluation des menaces au NORAD.

Le 24 février, le gouvernement du Canada a annoncé sa décision de ne pas participer au Programme de défense antimissiles balistiques. Nous avons pendant longtemps fait part de notre espoir que le Canada se joigne au programme de défense antimissile. De plus, nous avons constamment mentionné que la décision revenait au Canada et que nous avons l'intention de déployer ce programme quelle que soit la décision. Nous affirmons toujours cette intention et nous tenons à défendre l'Amérique du Nord.

Je veux simplement ajouter, et j'espère avoir été clair dans mes observations, que le Canada et les États-Unis possèdent une relation de coopération de longue date en matière de défense et que les deux pays comptent poursuivre cette relation.

Permettez-moi de conclure sur une note personnelle. On me demande souvent, au moment où je quitte mon poste après avoir passé quatre années au Canada, quels sont mes souvenirs spéciaux. Je ne crois pas que je pourrai oublier le moment où, le 14 septembre 2001, je quittais les édifices du Parlement ici à Ottawa, avec le premier ministre, la Gouverneure générale et nos conjoints. C'était une belle journée de fin d'été, le ciel était bleu et le soleil éclatant. Il y avait une multitude de personnes. Dans une ville d'environ un million d'habitants, se trouvaient 100 000 Canadiens agitant des drapeaux canadiens et américains et chantant les hymnes nationaux de nos deux pays. Cela a été pour moi un moment rempli d'émotion.

Je savais aussi, à cet instant précis, que des milliers de Canadiens ouvraient la porte de leurs églises, de leurs écoles, de leurs résidences et de leurs cœurs afin d'accueillir des passagers des

lignes aériennes en détresse ressortissants de mon pays. Je n'oublierai jamais l'intervention et le soutien débordant que le Canada a réservé à ces personnes dans un moment aussi difficile.

Je réalise que, plus que toute autre chose que j'ai vécue durant mes quatre années passées au Canada, et bien que nous soyons de bons amis, de bons voisins et de bons alliés, l'essentiel réside dans la déclaration du président Bush prononcée alors qu'il était à Halifax et qui était la suivante : [TRADUCTION] «Ici, en Amérique du Nord, nous formons une famille et nous le resterons toujours».

Merci beaucoup.